

Le Monde CAMPUS

CAHIER DU « MONDE » N° 25213 DATÉ JEUDI 22 JANVIER 2026 -
NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

ENQUÊTE

LA RESTAURATION VEUT ROMPRE AVEC UNE CULTURE TOXIQUE

Dans un secteur réputé pour des conditions de travail très difficiles, une nouvelle génération de chefs met en œuvre un management plus moderne, en adéquation avec le droit du travail et les aspirations des jeunes

PAGES 6-7

FACE À L'IA LES DIPLÔMES FONT DE LA RÉSISTANCE

Alors qu'un courant de pensée venu des États-Unis prône la fin des études, qui seraient obsolètes à l'heure de la tech, les jeunes Français choisissent massivement des cursus longs



MARINE COLTROUTSOS

Flavine



MARINE COUTOURIS

DÉCRIÉS PAR LES ROIS DE LA TECH, **LES DIPLÔMES** TIENNENT BON

Les critiques à l'égard des études se multiplient, alimentées par le sentiment de déclassement d'une partie de la jeunesse. Ce courant venu des Etats-Unis trouve un écho en France, mais n'entame pas le succès des cursus longs

Interrogé lors d'une conférence en novembre 2025, Sam Altman, le visage de ChatGPT, se disait « envieux des étudiants de la génération Z qui ont abandonné leurs études ». « C'est fou le nombre de choses que vous pouvez construire aujourd'hui et la liberté intellectuelle que ces jeunes peuvent avoir. (...) Les opportunités sont tellement grandes », expliquait le PDG de l'entreprise OpenAI. Lui-même a abandonné ses études à l'âge de 19 ans, comme d'autres prodiges de la tech : Bill Gates et Mark Zuckerberg ont, à des époques différentes, quitté Harvard. Le jeune milliardaire Alexandr Wang, patron de l'intelligence artificielle (IA) chez Meta, a abandonné le prestigieux Massachusetts Institute of Technology à l'âge de 19 ans. Autant de parcours hors norme souvent cités en exemple pour montrer que l'on réussirait aussi bien, et même mieux, libéré du carcan de l'université.

En France, le livre *Ne faites plus d'études. Apprenez autrement à l'ère de l'IA*, paru en 2025 aux éditions Buchet-Chastel, sonne comme un avertissement autant que comme la promesse d'une nouvelle ère. Les auteurs, Laurent Alexandre, militant du transhumanisme (mouvement qui vise à « augmenter l'homme » par la technologie) et interlocuteur régulier de Jordan Bardella (Rassemblement national), et Olivier Baubeau, essayiste et professeur à l'université de Bordeaux, y décrètent tout bonnement

la mort du diplôme. « Longtemps, les études supérieures furent la voie royale vers l'ascension sociale. (...) Dans le monde qui se dessine, ce diplôme ne vaut plus rien », peut-on lire sous leur plume. Et plus loin : « Pendant des siècles, étudier était le meilleur investissement possible. Ce monde-là est mort. »

Des prises de position qui arrivent dans un contexte d'attaques politiques contre les universités, en France comme aux Etats-Unis, accusées par la droite et l'extrême droite de propager des thèses « woke » et « islamo-gauchistes ». Alors, les diplômes universitaires sont-ils devenus inutiles, en particulier dans un monde sous l'influence de l'intelligence artificielle ?

INSERTION INCERTAINE

Si ce discours trouve, en partie, un écho au sein de l'opinion publique, c'est qu'être titulaire d'un diplôme universitaire ne semble plus être la garantie de trouver rapidement un emploi à la hauteur de ses ambitions. Aux Etats-Unis, le taux de chômage des jeunes diplômés (22-27 ans) a atteint 5,8 % au

**« LE NIVEAU
DE DIPLOME EST
DE PLUS EN PLUS
PROTECTEUR
CONTRE
LE CHÔMAGE »**
PHILIPPE LEMISTRE
chercheur au Céreq

Adéquationnisme

Théorie établissant un rapport d'adéquation entre la formation et les besoins du marché du travail. Cette conception des études supérieures reste très forte en France.

printemps 2025, dépassant la moyenne nationale. Les raisons avancées : le ralentissement de la reprise post-Covid 19, les incertitudes liées à l'élection de Donald Trump et le développement de l'IA dans certains secteurs. En France, l'insertion des diplômés d'un bac + 5 se complique aussi. Selon l'association pour l'emploi des cadres (APEC), les recrutements de cadres débutants ont baissé de 19 % entre 2023 et 2024, et devraient chuter de nouveau de 16 % en 2025.

La défiance vis-à-vis des diplômes du supérieur se nourrit également du sentiment de déclassement ressenti par une partie de la jeunesse, qu'éclaire le rapport « Jeunesse d'hier et d'aujourd'hui : le grand déclassement ? », publié en octobre 2025 par le Haut-Commissariat à la stratégie et au plan. Il observe, d'un côté, une impressionnante montée en qualifications : un jeune sur deux est aujourd'hui diplômé du supérieur – le chiffre était de un sur cinq au milieu des années 1970. De l'autre, une insertion professionnelle plus incertaine, qu'autrefois, des difficultés accrues pour se loger (à titre d'exemple, en trente ans, la durée moyenne des emprunts immobiliers est passée de quatorze à vingt-trois ans), des salaires qui ont moins progressé que ceux des actifs plus âgés, et des diplômes moins rentables qu'avant, surtout pour les catégories intermédiaires (bac + 2).

Reste, souligne Philippe Lemistre, chercheur au Centre d'études et de recherches

sur les qualifications (Céreq), que, « contrairement à l'argumentaire souvent avancé, le niveau de diplôme est de plus en plus protecteur contre le chômage et demeure la meilleure porte d'accès au statut de cadre ».

Ainsi, pour la génération sortie du système scolaire en 2017 et interrogée en 2020 par le Céreq, le taux de chômage était de 50 % pour les non-diplômés, de 23 % pour les diplômés du secondaire, de 12 % pour les diplômés du supérieur court, de 9 % pour les bac + 5 et de 4 % pour les titulaires d'un doctorat. Entre les générations 1998 et 2017, le taux de chômage des diplômés de master est passé de 6 % à 10 % alors qu'à la même période (entre 2005 et 2010) le nombre d'inscrits en master à l'université doublait. S'agissant du niveau d'embauche, 66 % des diplômés de master de la génération 1998 étaient cadres trois ans après leur sortie ; 61 % dans la génération 2017. De quoi relativiser la « catastrophe annoncée sur la valeur des diplômes », commente M. Lemistre.

« HYPERSPÉCIALISATIONS »

Pour l'économiste, une partie des attaques actuelles contre les diplômes universitaires est à mettre sur le compte d'une conception adéquationniste de la formation – les études doivent répondre aux besoins du marché du travail –, encore très forte en France. « Selon ce raisonnement, il suffirait de spécialiser les gens afin de les rendre immédiatement

«L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EST LÀ POUR FORMER DES CITOYENS, CAPABLES D'ESPRIT CRITIQUE FACE À DES MACHINES QUI NE SONT PAS NEUTRES»

ANNABELLE ALLOUCH
maîtresse de conférences
en sociologie à l'université
de Picardie - Jules-Verne

employables, à un moindre coût. C'est aussi un discours qui accompagne le développement de l'IA: on n'aurait plus besoin de l'université, celle-ci serait has been, car trop généraliste, il faudrait des hyperspécialisations. Sauf que, dans la réalité, l'adéquation entre la formation reçue par les diplômés et le type d'emploi occupé baisse. On a surtout besoin de gens qui savent avoir les capacités de s'adapter à différentes spécialisations», développe M. Lemistre.

Autre argument avancé: l'IA permettrait à chacun de se former, bien mieux que tous les cours magistraux du monde. «La machine nous connaît, elle saura nos façons d'apprendre, nos lacunes et nos forces», fait valoir Olivier Babeau, pour qui l'IA fonctionnera comme «un professeur particulier, qui est, on le sait, la meilleure façon d'apprendre. On va pouvoir amener tout le monde au maximum de ses capacités».

QUESTION DE DÉMOCRATIE

«Il est naïf de croire que l'empreinte de l'origine sociale va disparaître avec l'IA», rétorque Philippe Lemistre. «Les usages d'Internet ne sont pas socialement neutres. Tout le monde n'y a pas le même accès, ni les mêmes capacités à les manier. On l'a bien vu au moment de la crise du Covid, avec des étudiants qui allaient se connecter au Wi-Fi dans des fast-foods pour pouvoir travailler», rappelle Annabelle Allouch, maîtresse de conférences en sociologie à l'université de Picardie-Jules Verne, spécialisée dans les questions d'éducation, en réponse à l'ouvrage d'Olivier Babeau.

«C'est un mouvement de pensée qui considère que la fin justifie les moyens. Or, dans l'apprentissage, les moyens comptent autant que la fin: il faut apprendre à trouver les informations, à les hiérarchiser, à problématiser, à s'exprimer en public», souligne l'enseignante, pour qui, «pédagogiquement, l'IA a un apport nul si son usage n'est pas maîtrisé». Au-delà de la valeur des diplômes, cela pose une question de démocratie: l'enseignement supérieur est là pour former des citoyens capables d'esprit critique face à des machines qui ne sont pas neutres», conclut-elle.

La désaffection pour les formations universitaires serait-elle avant tout déclarative, l'expression d'une inquiétude dans une période malmenée? Dans un article du magazine américain *The Atlantic*, publié le 6 janvier et intitulé «The College Backlash Is a Mirage» («la remise en question de l'université est un mirage»), la journaliste Rose Horowitz explique ainsi, chiffres à l'appui: «Les Américains sont plus pessimistes que jamais s'agissant de la valeur des diplômes, mais les inscriptions continuent d'augmenter». En 2013, 70 % des adultes interrogés déclaraient qu'une formation universitaire était «très importante» contre 35 % cette année. A comparer aux 2 millions de bachelors (licence) délivrés en 2023, contre 1,6 million en 2010. «Même si les Américains déclarent aux sondages que l'université ne vaut pas le coup, leur comportement suggère qu'ils reconnaissent toujours la valeur d'un diplôme pour eux-mêmes et leurs enfants. Et ils ont raison de le faire», conclut l'article. En France aussi, le diplôme reste une valeur sûre, et l'éducation la priorité des familles. ●

CHARLOTTE BOZONNET

61%

C'est la proportion des étudiants diplômés d'un master en 2017, interrogés par le Céreq trois ans après la fin de leurs études, qui occupaient un poste de cadre. Pour la génération diplômée d'un master en 1998, ce taux était de 66%.

«Les études sont plus indispensables et moins rentables qu'autrefois»

Entretien Le sociologue François Dubet explique comment l'allongement de la durée des cursus, sans garantie d'insertion, risque d'alimenter la frustration des étudiants

La course au bac + 5 atteint-elle ses limites? Le sociologue François Dubet, qui publiait en 2024, avec Marie Duru-Bellat, *L'Emprise scolaire* (Presses de Sciences Po), estime que la généralisation de l'accès aux études supérieures n'a pas détruit les hiérarchies entre filières.

L'enseignement supérieur est devenu la norme. Comment en est-on arrivé là?

La massification scolaire a été l'alpha et l'oméga de la politique éducative française pendant près de soixante ans. L'idée était simple et, au fond, très noble: en ouvrant l'école, on allait régler les problèmes d'égalité des chances. On a pensé que faire monter le niveau de qualification permettrait d'accroître la productivité et de renforcer la démocratie, puisque l'éducation est censée former des citoyens plus éclairés. Cette logique a porté ses fruits en termes d'égalité d'accès puisque environ huit jeunes Français sur dix obtiennent le baccalauréat, et plus d'un sur deux poursuit des études supérieures. Être étudiant est devenu la condition ordinaire de la jeunesse, y compris au sein des milieux populaires.

Qu'en est-il en matière d'égalité des chances?

Si la massification de l'enseignement supérieur est un succès, sa démocratisation est très partielle. Les filières élitistes, notamment les grandes écoles ou les prépas, restent extrêmement fermées socialement. Alors que l'université, les BTS ou encore les IUT constituent une voie de promotion sociale pour une partie des enfants de milieux populaires. La massification n'a pas supprimé les hiérarchies, celles-ci sont juste devenues horizontales.

«SI LA MASSIFICATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EST UN SUCCÈS, SA DÉMOCRATISATION EST TRÈS PARTIELLE»

Dans un contexte où la carrière professionnelle dépend fortement du diplôme, on assiste aussi à une multiplication de stratégies familiales pour creuser les écarts et faire jouer la concurrence. La valeur d'un diplôme est toujours relative: ce n'est pas «avoir le bac» qui compte, mais le quel; ce n'est pas «aller à l'université», mais laquelle. Cela va de pair avec une tentation forte de pousser les études toujours un peu plus loin pour se démarquer, ce que les familles plus favorisées sont davantage à même de faire.

Une petite musique autour des limites de cette «course aux diplômes» monte dans le débat public. Partagez-vous ce constat?

Pendant longtemps, malgré la massification, on a produit moins de diplômés que d'emplois qualifiés. Ainsi, le bac obtenu par 20 % des élèves en 1970 était quand même plus rentable sur le marché du travail que celui obtenu par 5 % des élèves en 1950. Mais la tendance s'est inversée. Les études du Céreq [Centre d'études et de recherches sur les qualifications] montrent qu'avec l'inflation des diplômes du supérieur, il faut plus de titres qu'avant pour obtenir le statut de cadre, par exemple: du niveau bac, on est passé au bac + 2, puis au bac + 5... La sélection s'est aussi déplacée du bac vers la licence, puis le master. Sauf qu'on fabrique plus facilement des diplômes que les emplois qualifiés correspondants, ces derniers étant avant tout dépendants du marché du travail et de la conjoncture économique.

Il y a clairement une baisse de la rentabilité relative des diplômes: il vous faut plus d'argent pour acheter la même chose, dirait-on en économie.

Allonger les études sans repenser le système conduit à fabriquer des diplômés fragiles et vulnérables aux aléas du marché du travail.

Pourtant, l'insertion professionnelle reste très dépendante du niveau de diplôme... Où est le problème?

Les enquêtes continuent effectivement à montrer que plus on est diplômé, plus on a de chances de s'insérer rapidement et d'avoir un meilleur salaire. On ne peut pas ne pas jouer le jeu. Le diplôme est donc à la fois indispensable et moins rentable qu'autrefois. Mais il sert malheureusement de plus en plus à classer les étudiants plutôt qu'à les former. Un objectif biaisé qui accentue la déconnexion croissante entre les enseignements et les compétences professionnelles réellement nécessaires. Un étudiant sur deux sortant de licence générale décroche un premier emploi sans lien avec sa formation.

Un autre effet de cette inflation des diplômes est l'explosion de l'enseignement supérieur privé depuis 2010. Celui-ci, qui prospère sur les fragilités du public, promet en effet des formations plus professionnalisantes, un accompagnement plus personnalisé qu'à l'université, une insertion rapide... Ces promesses ne s'adressent qu'à une partie de la population, capable de payer pour étudier.

Ces limites de la massification sont régulièrement avancées par les tenants d'une vision ultralibérale de l'enseignement supérieur. En quoi votre analyse s'en distingue-t-elle?

Nous ne dénonçons pas les dérives de la course aux diplômes au nom de l'élitisme ou d'une «méritocratie» dont la sociologie a montré les limites. Ni en raison d'une nostalgie de «l'école d'avant», ou d'une vision utilitariste des études qui devraient être soumises à la demande du marché du travail. Le problème est avant tout démocratique et politique. On a laissé croire à des générations entières que la prolongation des études garantirait une position sociale à la hauteur de l'investissement. Or, cette promesse ne peut plus être tenue pour une partie des jeunes qui ont pourtant joué le jeu scolaire et découvrent que le marché du travail ne leur offre pas ce qui était prévu. Ce décalage ne peut que nourrir chez eux un sentiment de déclassement et de frustration. Et alimenter un divorce politique entre les vainqueurs et les vaincus de la compétition scolaire, dont les populismes font leur beurre.

Certains proposent de réduire la durée des études pour améliorer la situation. Quel autre levier activer?

Réduire la durée des études au nom de l'efficacité économique n'a aucun sens. La vraie question est celle de leur

utilité, pour les individus comme pour la société. Le problème n'est pas que trop de jeunes étudient, mais que le diplôme soit devenu l'unique clé de reconnaissance sociale, alors que son objectif initial était de venir valider la maîtrise de connaissances et de compétences utiles dans la vie. Face à cela, il ne faut pas avoir peur de défendre, y compris quand on est de gauche, une plus grande proximité entre les études et l'emploi, afin de redonner de la valeur au diplôme. La revanche actuelle des BTS, des IUT ou des lycées professionnels, ainsi que le succès de l'apprentissage, montre qu'il existe d'autres voies aussi vertueuses que celles menant par défaut à un bac + 5.

Il n'est évidemment pas question de supprimer les filières plus généralistes, mais de permettre que les étudiants qui les suivent puissent plus facilement avoir des expériences professionnelles à côté, voir leurs compétences acquises hors des études plus reconnues, prendre une pause pour faire autre chose, etc. Bref, il faut remettre de la pluralité dans les modalités d'études supérieures. Et sortir de cette vision de l'orientation poussant les étudiants français à s'engager rapidement dans des études qu'ils doivent suivre à toute vitesse, sans se retourner, et le plus loin possible. ●

PROPOS RECUEILLIS
PAR SÉVERIN GRAVELLEAU




30 masters créateurs de sens et d'avenir

Soirée Infos Masters : 19/02/26

Choisissez un master qui répond à vos aspirations!
Découvrez nos 30 masters en affaires publiques, communication, culture, droit, enseignement, histoire et histoire de l'art, géopolitique, lettres et langues, management, philosophie, ressources humaines, RSE, solidarité et théologie sur www.icp.fr/masters

PARIS - REIMS - ROUEN

www.icp.fr



MARINE COUTOURS

LES NOUVEAUX MASTERS, MANNE POUR LES ÉCOLES

Enquête Masters spécialisés, masters of science... Confrontés à une baisse des subsides publics, les établissements d'enseignement supérieur inventent des cursus calibrés pour attirer les étudiants étrangers, dans le but de réinventer leur modèle économique

Créer de nouveaux produits, optimiser ses revenus, coller au plus près à la demande de la clientèle n'est pas l'apanage de l'industrie, c'est également la boussole des établissements d'enseignement supérieur. Ecoles de management et d'ingénieurs ne cessent d'inventer des formations pour gagner de nouvelles parts sur un marché de plus en plus concurrentiel. Parallèlement au « programme grande école » (PGE) accessible sur concours, des masters, masters spécialisés, masters of science (MSc) naissent à chaque rentrée. Ils sont devenus l'un des piliers de pédagogie des écoles et aussi l'avenir d'offrir leur équilibre économique, alors que le soutien financier de l'Etat s'effrite.

La sénatrice du Doubs, Annick Jacquemet (Union des démocrates et indépendants), soulignait, en mars 2024, dans une question au gouvernement, que la subvention moyenne par étudiant pour charges de service public versée aux établissements d'enseignement supérieur privés d'intérêt général (Espig) avait été divisée par deux depuis 2010. En réponse, l'exécutif a rappelé son soutien financier aux écoles publiques, dont les subventions de l'Etat représentent en moyenne « plus de 80 % des ressources », selon le ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'espace (Mesre). Quant aux Espig, ils « disposent d'une autonomie de gestion importante », poursuit le

Mesre. En clair, les écoles privées doivent augmenter le montant des droits d'inscription ou trouver d'autres rentrées d'argent. Il n'y aura pas de nouveau coup de pouce de l'Etat, qui a doté les établissements sous contrat de 77 millions d'euros en 2023.

Pour poursuivre leur développement, les grandes écoles, publiques et privées, doivent donc diversifier leurs sources de revenus, alors que la progression du nombre d'étudiants français ralentit. En effet, les enfants du baby-boom du début du millénaire passent le cap des études supérieures, et le nombre d'étudiants français devrait atteindre un palier, autour de 3,1 millions d'étudiants, à l'horizon 2028. « Au-delà, les projections suggèrent une stagnation, voire une légère baisse des effectifs », prévoit le ministère. « Pour faire face à la baisse démographique étudiante en France, nous devons attirer des talents internationaux dans nos établissements », explique Thomas Maurer, directeur de Centrale Lille. Une analyse partagée par tous les responsables d'école interrogés.

SYSTÈME ILLISIBLE
Afin d'attirer des étudiants étrangers, les établissements leur proposent des cursus similaires à ceux de leurs pays d'origine. L'INP (Institut national polytechnique) Grenoble développe depuis plus de dix ans de nombreux masters gradés (reconnus par le Mesre), mais aussi 25 masters spécialisés,

« CES CURSUS PARTICIPENT À LA RENTABILISATION DE NOS OUTILS DE TRAVAIL, TOUT EN CONSTITUANT UNE OFFRE PLUS DIVERSIFIÉE, À RESSOURCES CONSTANTES »

ISABELLA ZIN TOMASINO
vice-présidente
formation de l'INP
Grenoble

qui sont des diplômés d'école dont le coût annuel, pour l'étudiant, est de 17 000 euros. Ces formations sont « complémentaires » au PGE, expose Isabella Zin Tomasino, vice-présidente formation de l'établissement. « Les PGE sont très reconnus en France et dans les pays francophones », poursuit-elle, mais dans le reste du monde, le système français, avec deux années de classe préparatoire suivies de concours d'entrée aux grandes écoles, puis de trois années d'études, est illisible.

Le système anglo-saxon, avec un bachelor en trois ou quatre ans suivi d'une année de spécialisation en master, est devenu la norme internationale. Afin d'exister sur ce marché mondialisé, les établissements français s'adaptent. « Quand on crée un MSc, c'est exclusivement pour attirer des étudiants étrangers », reconnaît Valérie Fernandes, directrice de l'Ecole de management Léonard de Vinci (Espig). Et ça fonctionne : à Centrale Lille, le PGE est composé de 15 % d'étudiants internationaux, tandis que les masters en comptent 70 %.

Dans les écoles de management, qui ont été les premières à construire des formations en anglais, adaptées aux attentes des étudiants étrangers, « les masters spécialisés, réalisés par les étudiants en une année, sont la norme », constate Francesco Rattalino, vice-président de l'ESCP Business School, dont 67 % des 1730 étudiants en master spécialisés sont internationaux. Le prix de ces formations varie entre 23 000 euros et

27 000 euros pour une année d'études, et elles font le plein, selon la direction de l'école.

La création de nouveaux masters s'inscrit donc pleinement dans les stratégies de développement. Le PGE demeure la colonne vertébrale des établissements français, mais parallèlement, la création de masters permet d'optimiser les compétences académiques, pédagogiques, les installations technologiques, les locaux existants. « Ces cursus participent à la rentabilisation de nos outils de travail, tout en constituant une offre de formation plus diversifiée, à ressources constantes », précise Isabella Zin Tomasino. « Ils valorisent nos expertises, abonde Patxi Elissalde, directeur général de l'Ecole supérieure des technologies industrielles avancées (Estia). Et ils collent aux besoins des entreprises. »

UNE MARQUE À EXPLOITER

Les masters français permettent ainsi de répondre à la demande des étudiants étrangers, mais également à celle du monde économique, assurent les établissements. La création d'une formation sous le contrôle de la Commission des titres d'ingénieur, « c'est environ deux ans de préparation », estime Emmanuel Duflos, directeur général de l'école d'ingénieurs EPF et président de la Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs. Même analyse côté business schools : créer un nouveau PGE « demande de construire une formation avec plusieurs majeures », rappelle M. Rattalino pour l'ESCP, soit des années de préparation. Alors que construire un master spécialisé ou un MSc ne prend que quelques mois. Et ce dans les domaines les plus pointus, comme l'énergie ou la cybersécurité, ou d'autres en plein développement, comme l'intelligence artificielle ou l'espace.

Enfin, pour les écoles les plus réputées, celles qui figurent régulièrement dans le top 10 des classements internationaux, leur marque est un capital qu'il faut savoir exploiter. « Les étudiants en poursuite d'études après un second cycle cherchent un nom prestigieux à poser sur leur CV », observe Patxi Elissalde pour l'Estia. Mais elles ne sont que quelques-unes à s'être forgé un nom largement monnayable. Ainsi, Polytechnique propose parallèlement à son cycle d'ingénieur 13 masters of science ou de spécialité, dont le coût annuel varie de 15 400 euros à plus de 27 000 euros. HEC Paris a aussi à son catalogue de nombreux masters et masters spécialisés pour lesquels il faudra déboursier entre 24 850 euros et plus de 41 000 euros. A ce prix-là, l'obtention du diplôme est quasi garantie. Le taux de réussite au sein des écoles interrogées oscille entre 98 % et 100 %.

ÉRIC NUNÈS

À partir du 17 février, les candidats à une première année de master pourront déposer leur dossier sur la plateforme Mon master. Ils ont jusqu'au 16 mars pour déclarer leurs vœux et compléter leur dossier. Leur sont proposées 8471 formations, dispensées par des établissements d'enseignement supérieur publics ou privés en convention avec un établissement public. C'est le moment de tordre le cou à quelques rumeurs qui circulent sur les réseaux sociaux et les campus.

La mobilité entre académies est un handicap Plutôt faux

Alors que les rectorats enjoignent aux universités de recruter en priorité les lycéens de leur académie sur Parcoursup, la situation diffère ou s'inverse sur Mon master. Chaque établissement étant en concurrence avec les autres pour accueillir les meilleurs étudiants, «leur origine géographique n'est pas un critère de sélection», affirme Marie Ferru, professeure de géographie à l'université de Poitiers. Au contraire, poursuit Véronique Pauly, responsable de la mention culture, patrimoine et médiation de l'université Paris-Saclay, «la concurrence entre universités est rude. Il est donc plus judicieux de recruter largement». La sélection se fait en priorité sur les notes et le dossier constitué par l'étudiant. Toutefois, certains établissements reconnaissent préférer les candidats issus de leurs rangs. «Même si la mise en place de Mon master favorise, depuis sa création, la mobilité des étudiants, nous sélectionnons en priorité nos meilleurs éléments», recon-

naît Nathalie Boisseau, responsable du master Staps mention activité physique adaptée et santé à l'université Clermont Auvergne.

Avoir un projet de césure peut fermer la porte d'un master Faux

Dans son dossier de candidature, chaque étudiant a la possibilité de cocher la case «oui» à la question «Envisagez-vous une année de césure?». «Mais cette information n'est pas communiquée aux établissements au moment de l'examen des dossiers», fait savoir Valérie Deflandre, conseillère au Centre d'information et de documentation jeunesse (CIDJ). Une fois l'étudiant admis au sein du master, il doit formuler auprès de son établissement une demande de césure. «La césure n'est pas accordée de droit», prévient Valérie Deflandre. C'est l'établissement qui statue, au regard de l'intérêt du projet de l'étudiant. C'est à ce dernier de convaincre du bien-fondé de sa démarche. Il peut, par exemple, s'agir de passer du temps à l'étranger pour apprendre une langue ou se perfectionner, d'obtenir un diplôme universitaire pour se spécialiser dans un domaine, de s'engager

dans un service civique en lien avec le master. «Le candidat à une césure doit exposer un projet clair et cohérent avec son projet d'études», conclut Marie Ferru.

Il faut formuler ses vœux au plus vite Faux

L'examen des candidatures commence le 21 mars, soit cinq jours après la fin de leur dépôt. Que l'étudiant se soit manifesté dès l'ouverture, le 17 février, ou quatre semaines plus tard ne fait aucune différence. «Les dossiers n'arrivent pas au fil de l'eau et sont donc tous évalués simultanément, sans tenir compte de la date de dé-

«UN CANDIDAT AVEC UN PROJET SOIGNÉ PEUT ÊTRE MIEUX CONSIDÉRÉ QU'UN AUTRE QUI A DE MEILLEURS RÉSULTATS ACADÉMIQUES»

MARIE FERRU
professeure à l'université de Poitiers

pôt», expose Aurélien Alix, responsable du master de chimie de l'université Paris-Saclay. Il est néanmoins recommandé d'anticiper sans se précipiter. C'est-à-dire de prendre des informations auprès des établissements et des professionnels de l'orientation pour faire les meilleurs choix. Enfin, il est avisé de ne pas attendre la dernière minute pour enregistrer ses dossiers, cela peut éviter un stress inutile en cas de problème informatique.

Lettrés et CV ne sont pas lus Plutôt faux

Les commissions des masters les plus demandés peuvent recevoir plus d'un millier de candidatures. Parallèlement, depuis plusieurs années, «il y a une inflation des documents et travaux demandés aux étudiants pour être en droit de candidater», constate Valérie Deflandre, du CIDJ. Les exigences des commissions s'apparentent à un test, seuls les plus motivés vont au bout de la démarche exigée par les établissements. Mais les membres des commissions doivent donc bien les ouvrir et les lire. «Nous prévoyons toujours le temps nécessaire pour prendre connaissance des dossiers, assure

Marie Ferru. Ceux constitués à l'aide d'une intelligence artificielle sont rejetés.» CV, lettres de recommandation et lettre de motivation peuvent faire la différence: «Un candidat avec un projet soigné et personnel peut être mieux considéré qu'un autre qui aura pourtant de meilleurs résultats académiques», poursuit l'enseignante. «Nous lisons toutes les pièces et le CV, la lettre de motivation, le projet de recherche, les attestations de langue et les résultats scolaires et universitaires sont essentiels, abonde Véronique Pauly, de Paris-Saclay. Nous ne pouvons pas nous permettre de constituer des promotions n'importe comment.»

Pourtant, l'intégralité des dossiers n'est pas ouverte. Au sein du master Staps de l'université Clermont Auvergne, qui reçoit une centaine de candidatures par an, un premier classement est réalisé en fonction des notes. Les dossiers des cinquante premiers candidats classés donnent ensuite lieu à un examen minutieux. «C'est à ce niveau que les CV et les lettres de motivation sont lus et font la différence entre les étudiants», précise Nathalie Boisseau, responsable du master. Et, même à l'université Paris-Saclay,

les éléments envoyés par les candidats ne font pas toujours l'objet d'une étude approfondie. «Lorsqu'un dossier universitaire est bon, ces documents sont survolés», reconnaît Aurélien Alix.

Il existe une hiérarchie des vœux Faux

Les vœux ne sont pas hiérarchisés, les établissements n'ont pas accès à cette information et «ils n'ont pas le droit de le demander sous peine d'annuler leur recrutement», rappelle Aurélien Alix. Toutefois, cela peut être mentionné dans la lettre de motivation du candidat et, dans ce cas, «cela peut jouer», admet Nathalie Boisseau. Enfin, les nombreux candidats qui courent plusieurs masters à la fois ont la possibilité de conserver une admission en attente d'une meilleure proposition (selon leurs vœux), ce qui leur permet de s'assurer une place dans une formation à la fin de la phase principale d'admission. «Nous conseillons aux candidats sur liste d'attente de ne pas dire oui de façon précipitée en ayant peur de ne pas obtenir de master, ils conserveront leur place dans la formation dans laquelle ils ont été admis. Être classé signifie une potentielle admission, et ce jusqu'au dernier jour de la phase principale», souligne Aurélien Alix. Sur les deux années d'existence de la plateforme Mon master, nous avons appelé jusqu'à des milliers d'étudiants classés sans avoir pourvu l'intégralité des places disponibles. «Même dans les masters à priori sélectifs, la mutualisation de l'accès au second cycle ouvre aux titulaires d'une licence de nouvelles opportunités. ■

EMMA BARETS ET É. N.



FORMER ET ACCOMPAGNER LES PIONNIERS DU CHANGEMENT, POUR CONSTRUIRE LE MONDE DE DEMAIN

REJOIGNEZ NOS PROGRAMMES MASTERS SPÉCIALISÉS, MBA OU EXECUTIVE MASTÈRES SPÉCIALISÉS®.



EMPOWERING CHANGEMAKERS FOR A BETTER SOCIETY*

*Former et faire grandir les acteurs du changement oeuvrant pour une société meilleure



Blandine Paris (en bas à gauche) et **Marine Beulaigue** (en haut à droite) ont cofondé le restaurant associatif **Refettorio**, qui sert des repas gastronomiques tous les soirs à des personnes démunies. A Paris 8^e, le 6 janvier.



LA
RESTAURATION
CHANGE
DE RECETTE

Enquête Pour lutter contre le taux de turnover élevé, certains établissements ont mis en pratique un management plus respectueux des salariés

SALON DES MASTERS & MS

CAMPUS Les salons éducation du Groupe Le Monde[illegible]

24 JANVIER 2026
PARIS MONTREUIL EXPO

PROGRAMME DES CONFÉRENCES

10H30 - 11H30

Sélection en master : comment se distinguer ?

11H45-12H45

Faire un Mastère Spécialisé en grande école : quelle plus-value ?

13H30-14H30

Stages, international... Comment tirer le meilleur des années master ?

14H45-15H45

Masters en alternance : avantages et inconvénients

16H-17H

Plateforme Mon master, mode d'emploi



ENTRÉE GRATUITE SUR INSCRIPTION
SALON-MASTERS.LEMONDE.FR

Sous l'égelse de la Madeleine, dans le 8^e-arrondissement de Paris, dans une longue salle aux airs de crypte, un drôle de restaurant gastronomique rassemble chaque soir 80 convives. Lumière tamisée, service attentif, assiettes dressées avec soin et dissimement de Paris, dans une longue salle aux airs de crypte, un drôle de restaurant gastronomique rassemble chaque soir 80 convives.

Lumière tamisée, service attentif, assiettes dressées avec soin et dissimement de Paris, dans une longue salle aux airs de crypte, un drôle de restaurant gastronomique rassemble chaque soir 80 convives.

Pour des invités peu habitués à fréquenter les tables étoilées, des personnes précieuses venues par l'entremise d'associations caritatives. Unique en son genre, le Refektorio est financé par des fondations européennes.

C'est son concept qui distingue aussi par son organisation. Bienveillance, communication horizontale, horaires matrisés... « Notre priorité, c'est que l'ambiance en cuisine soit agréable, tout en étant élégante », insiste Marine Beaulieu, directrice du Refuge la cuisine avec sa concœur Blandine Paris, 30 ans.

Une évidence? Pas vraiment. Lors de leurs passages dans les cuisines de chefs étoilés ou de restaurants bistrorniques parisiens, les deux chefs ont connu les dérivés qui caractérisent le secteur. Des semaines de soixante-dix heures, des heures supplémentaires non rémunérées, des coupures épuisantes en milieu de journée (entre les services du midi et du soir) qui ne sont pas assez longues pour rentrer chez soi... Mais aussi des cordons bleus surgelés avalés debout, en cinq minutes, en guise de déjeuner, et un management militaire, à base d'ordres ou de commentaires humilants. « Pas de *bonjour*, pas de *merci*, pas de *s'il te plaît* », se souvient Blandine Paris.

« En cuisinant, c'était une pression constante pour aller très vite, poursuit Marine Beaulieu. Dans ce milieu extrêmement compétitif, l'adrénaline te fait tenir, et chacun veut se dépasser pour gagner l'estime du chef. C'est un monde où celui qui prend le moins de pauses est valorisé, où il est très mal vu d'être en arrêt maladie. » Aucune d'elles n'est issue du sérail. L'une a fait Sciences Po, et commencé sa carrière dans les ressources humaines; l'autre, l'EM Lyon, puis

travaillé dans une entreprise de l'agroalimentaire. Elles ont ensuite passé leur CAP de cuisine, une reconversion passion. Alors, ce métier, elles souhaitent l'exercer en y mettant « du sens ».

À l'Autrefois, l'équipe en cuisine embauche à 15 h 30, et le jour-née commence par un brief: ce soir, le menu « en cinq temps » prévoit un tempura d'asperges, une entrée composée, à base de brocolis et de noisettes, un agneau confit arrosé d'un jus de viande, un gâteau assorti d'une crème au vanille, et un dessert. En question: ce jour-là, la célébrité avec laquelle chacun aurait aimé passer le réveillon. Une manière de briser la glace pour une brigade hétéroclite, composée en partie de bénévoles, de stagiaires ou de cuisiniers invités. « Prévenez-nous si vous devez partir plus tôt, avec le matériel, le matériel », rappelle-t-elle, introduit Blaudine Paris. Tout le monde se tait. *« Je ne tiens pas à ce qu'on m'appelle "cheffe" »,* précise Marine Bauléague.

DÎNER À PARTAGER

Si la communication est apaisée, les conditions n'en restent pas moins difficiles. On travaille debout, dans une cuisine sans fenêtres; les charges à porter sont lourdes, les objets à manipuler sont coupants. Mais l'organisation a été pensée pour ménager les équipes : pas de longue carte, mais un menu varié, adapté à tout le monde avant le service; des horaires respectés. La journée de travail se termine par une séance d'étirements – et un dîner à part entière les cuisiniers, avec les ingrédients qui restent. « On essaye aussi de faire sentir les plats dressés à l'équipe », affirme Blinde Plandres.

Le Refetorioiro n'est pas le seul à essayer de casser les codes en vigueur dans la restauration pendant des années. La situation est si difficile que certains restaurants, pour surmonter les difficultés pour recruter, et garder ses troupes – en particulier les femmes, qui abandonnent massivement la restauration après quelques années. Environ 200 000 postes seraient vacants,

selon les organisations patronales. Le secteur, surtout, est celui qui compte le plus de turnover, en raison d'un grand nombre de contrats précaires, mais aussi d'un taux astronomique de démissions : 31 % des effectifs en CDI quittent leur emploi dans l'année, contre la moyenne nationale de 11 %, selon la direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares). Chez les jeunes, c'est encore pire : 45 % des contrats d'apprentissage sont rompus avant leur terme. Quant aux revenus, ils n'ont rien de mirobolant : selon les derniers chiffres de la Dares, qui datent de 2022, le salaire médian d'un cuisinier était de 1500 euros net par mois, et de 1400 euros pour un serveur en salle.

Aussi, la situation est paradoxale : d'un côté, la cuisine n'a jamais été si attractive, portée par des chefs stars, et mise en lumière de manière continue sur les réseaux sociaux; de l'autre, elle est dévalorisée, considérée comme du travail qui retient les femmes. Outre les salaires, c'est bien la question des horaires, du rythme, mais aussi celle de la culture du secteur, qui reste problématique.

Responsable de la vie étudiante dans une école de cuisine lyonnaise, Boris de Launay, 35 ans, a rencontré Raphaële Asselineau se souvient de situations « ahurissantes » vécues par certains jeunes lors de leurs stages : des blagues racistes, homophobes ou sexistes à foison en cuisine, des buzzards, « *L'un d'eux, qui se balade dans la cuisine, chambre froide, un autre s'était vu interdire de boire car les pousses aux toilettes prennent trop de*

**« CELUI QUI
PREND LE MOINS
DE PAUSES
EST VALORISÉ,
IL EST TRÈS MAL
VU D'ÊTRE EN
ARRÊT MALADIE »**
MARINE BEULAIGUE
cofondatrice
du Refettorio, à Paris



Le Refettorio fonctionne grâce à des bénévoles tels qu'Olivier, 42 ans, directeur de l'hospitalité pour Groupe ADP (en bas). A Paris, le 6 décembre.



WILIE BALAGUE POUR « LE MONDE »

temps... Et puis, il y avait les classiques : le coup de torchon mouillé sur les fesses, le coup de fourchette... Les violences physiques ou verbales sont systémiques dans ce milieu, comme le montre Nora Bouazzouni dans *Violences en cuisine. Une omerta à la française* (Stock), paru en mai 2025.

Plus généralement, le secteur n'a pas assimilé « les évolutions managériales qui ont transformé les entreprises depuis trente ans », constate Astride Framery, formatrice en management dans la restauration. « Les patrons sont très réticents aux régulations nationales et veulent tout gérer par eux-mêmes », remarque Adrien Pégourdie, sociologue du travail à l'université de Limoges. Aussi, ils ont intégré qu'une grande partie de leur main-d'œuvre était interchangeable, et ils font peu d'efforts pour la retenir. » Alors, parler de meilleurs salaires, de journées sans coupure, de jours de repos consécutifs ? « Beaucoup de chefs estiment qu'il est impossible de faire autrement, que leur affaire ne serait plus rentable, résume Astride Framery. Et que ce milieu a besoin de gens qui travaillent dur, surtout dans le contexte économique actuel. »

PRIMES ET TEAM BUILDING

Pour autant, certains établissements arrivent à proposer un meilleur équilibre, tout en restant rentables. Ils sont minoritaires, mais de plus en plus nombreux, portés par une nouvelle génération de chefs plus sensibles à la qualité de vie, qui appliquent des méthodes de management plus modernes.

Quand il est arrivé dans le monde de la restauration, Benjamin Cohen, 31 ans, diplômé d'un master à Dauphine, a été frappé par sa culture RI, « complètement sinistrée ». « J'ai recruté des tas de gens qui étaient habitués à faire cinquante heures par semaine sans que rien soit ni récupéré ni payé. C'est malheureux à dire, mais, dans ce secteur, respecter le droit du travail, c'est déjà un progrès », évoque ce jeune patron de trois restaurants parisiens. « Même si on n'a pas réussi à sup-

primer les coupures pour tous les postes, on les a réduites à une ou deux au maximum par semaine. Par rapport à quatre ou cinq, c'est déjà mieux », dit celui qui propose aussi une prime blanchisserie, un accès à une salle de sport, une prime d'intéressement, des activités mensuelles de team building – bowling, laser game, bateau sur le canal de l'Ourcq. Cela porte ses fruits : son taux de turnover est trois fois inférieur à la moyenne nationale, avance-t-il.

Pour tous ces jeunes patrons, la pointeuse n'est pas taboue. « Elle n'est pas vue comme un outil de flicage, mais comme un moyen de mesurer la réalité du temps de travail », affirme Nicolas Alary, directeur de Holybelly, un restaurant de brunches à Paris. Son établissement est rentable sans avoir besoin d'ouvrir le soir : cela lui permet de proposer des journées continues à tout son personnel. Et les salariés peuvent commander un plat à la carte tous les midis. « C'est un petit truc qui est énormément apprécié. »

Célébrité sur les réseaux sociaux, le chef Eliot Spinnier, 31 ans, fait de la « transition sociale » de la restauration un axe majeur de sa communication. Il évoque régulièrement les violences qu'il a subies, plus jeune, alors qu'il était apprenti. Dans ses restaurants, outre divers aménagements – semaine de quatre jours, personne référente pour les situations de violences, réduction du nombre de coupures, intéressement pour tout le monde –, il a mis en place des formations pour ses managers. « Beaucoup perpétuent les

maltraitements dont ils ont été victimes plus jeunes, parce que c'est une manière de justifier ce qu'ils ont subi, analyse-t-il. A certains chefs, j'ai envie de dire : « Arrêtez de penser avant tout à vos profits et à votre nouvelle voiture de luxe, investissez dans de meilleures conditions de travail pour vos équipes. »

RAPPORTS APAISÉS

Ces dernières années, plusieurs associations, lancées par des chefs ou des restaurateurs, sont montées en puissance pour promouvoir des rapports apaisés, partager de bonnes pratiques. C'est le cas d'Ecotable, qui labellise des établissements engagés dans une démarche de transition écologique, mais aussi sociale. Ou de Bondiré, créé par la cheffe Manon Fleury (restaurant Datil, à Paris), qui anime des modules dans les écoles sur le droit du travail et la prévention des violences.

Lancé il y a un an, le mouvement Restaure inaugure, en février, une plateforme en ligne qui permettra aux salariés de reconnaître les situations problématiques et, au besoin, de porter plainte. « Beaucoup de jeunes ne savent pas faire la différence entre ce qui est de l'ordre de l'apprentissage et ce qui est de l'ordre de l'abus », estime Iris Liberty, porte-parole de Restaure. Les écoles aussi commencent à évoluer. A l'Institut lyfe, il existe par exemple une « black list » de restaurants où les stagiaires ne sont plus envoyés.

Dans ce secteur, où les employés sont peu syndiqués, certains jeunes commencent aussi à se mobiliser. Depuis 2024, les collectifs Mise en place (MEP) tentent, à Paris ou à Marseille, de réunir les troupes autour des conditions de travail, par le biais de cafés, de conférences. Une gageure dans une galaxie de très petites entreprises, où le patron est souvent le responsable hiérarchique direct du salarié. « C'est difficile de mobiliser, car les gens sont essorés par leurs conditions de travail », explique Lara Berkouk, 31 ans, serveuse, membre de MEP Marseille. Mais on sent que, petit à petit, les changements arrivent. »

JESSICA GOURDON

« DANS CE SECTEUR, RESPECTER LE DROIT DU TRAVAIL, C'EST DÉJÀ UN PROGRÈS »

BENJAMIN COHEN
patron de trois restaurants parisiens



IT ALL STARTS HERE*

BERLIN | LONDON | MADRID | PARIS | TURIN | WARSAW

MASTER OF SCIENCE
SPECIALISED MASTER PROGRAMMES™



*Tout commence ici

™ Programmes de Master spécialisés

8 | GÉNÉRATION

LE MONDE CAMPUS JEUDI 22 JANVIER 2026

LA RELÈVE

ALEXIA DE MONTGOLFIER ÉQUINOXE, L'ÉCOLOGIE SELON LES INGÉNIEURS

L'étudiante en architecture de 23 ans préside un petit parti lancé dans la campagne des municipales, qui s'appuie sur les idées de Jean-Marc Jancovici



Alexia de Montgolfier sur le marché de la place Monge, à Paris, le 14 janvier. ADRIENNE SUR-PRÉSENT/IMOP POUR « LE MONDE »

Alexia qui ? » Devant l'entrée du « QJ », le Quartier Jeunes, où Alexia de Montgolfier a donné rendez-vous en ce début de janvier, l'agent de sécurité lève les sourcils. Le lieu parisien, destiné aux 16-30 ans, a ouvert en 2021, l'année où Equinoxe a fait irruption dans le paysage politique. Le jeune parti écologiste aux 6 000 membres – dont 1 000 s'acquittant d'une cotisation – passe encore sous le radar médiatique, tout comme Alexia de Montgolfier, qui fête sa première année à sa tête. Une ascension éclair pour l'étudiante en dernière année d'architecture à l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne, tombée « un peu par hasard sur des Reels [vidéos courtes] » d'Equinoxe sur Instagram, début 2024. Sa ligne écolo s'appuyant sur des faits scientifiques la séduit. Sa démocratie interne aussi, sur le papier. « Ils entendaient apporter une image nouvelle en politique, je voulais voir ce qu'il en était vraiment de l'intérieur », raconte la jeune femme de 23 ans, qui se dit « assez timide, presque introvertie ».

Elle s'encarte pendant la campagne des européennes de 2024, poussée par ses parents, « plutôt de droite », tendance gaulliste. Entre un père directeur commercial d'une boîte de conseil en informatique et une mère maîtresse de conférences en bioéthique, Alexia de Montgolfier a grandi à Bois-Colombes (Hauts-de-Seine) « dans un milieu nettement privilégié », admet cette deuxième d'une fratrie de six. Leurs parents leur ont inculqué une éducation catholique et le sens de l'engagement associatif. « J'ai participé à la création de colocations solidaires entre sans-abri et jeunes actifs, j'ai fait pas mal de maraudes. L'engagement politique, c'était le pas suivant », justifie celle qui a « toujours été assez bonne élève, sans être dans les meilleurs, mais sans non plus [se] donner un maximum ».

« **INVERSER L'IMAGINAIRE** » La dissolution de l'Assemblée nationale, le 9 juin 2024, « un moment de bascule fort », la décide à sauter dans le grand bain électoral. Aux législatives anticipées qui suivent, Equinoxe lui propose d'être candidate dans la 3^e circonscription des Bouches-du-Rhône, à laquelle elle est rattachée comme électrice. A Marseille, la novice en politique affronte un autre militant écologiste de sa génération portant les couleurs du Nouveau Front populaire: Amine Kessaci. Le fondateur de l'association Conscience, dont elle « admire énormément le combat » contre le trafic de drogue, pour le féminisme, l'écologie et l'humanisme, est battu d'un cheveu (835 voix) par la députée RN sortante. Alexia de Montgolfier, elle, ne récolte que 381 voix (0,82 %), mais l'expérience ne la décourage pas.

« J'entends beaucoup de discours comme quoi les jeunes ne s'engagent pas, qu'ils passent leur vie sur les réseaux... C'est faux, rétorque-

elle, et c'est important qu'il y ait des partis politiques qui les mettent en avant. » Scandales à répétition, langue de bois, promesses non tenues : elle voit bien que la confiance en la politique s'effrite chez certains de ses concitoyens. A ses yeux, surtout, « il y a une sorte de court-termisme dans ce que proposent les partis politiques, le manque d'imaginaire fait perdre espoir aux gens. On répète à longueur de journée qu'on traverse une crise environnementale, une crise sociale, etc. Mais c'est quoi, le monde de demain qu'on veut construire ? Comment on le dessine ? Je refuse la résignation ».

SOBRIÉTÉ ET NUCLÉAIRE

Equinoxe se veut une métaphore de l'époque, « partagée entre optimisme et pessimisme, entre résignation et renouveau », lit-on sur le site Internet du parti. Au départ, cette formation ne se réclamant ni de la droite ni de la gauche et défendant la sobriété émerge sous l'impulsion d'une poignée de jeunes actifs et d'étudiants « bifurqueurs » du plateau de Saclay (Essonne). Ces élèves de grandes écoles d'ingénieurs, principalement de Polytechnique et d'AgroParisTech, ont choisi, par conviction écolo, de tourner le dos à leur formation et à des carrières aux salaires confortables.

Aujourd'hui, le parti tente de décoller cette étiquette pour grossir ses rangs. « Avant les européennes, on pouvait vraiment dire que c'était un parti d'ingénieurs, je pense qu'on ne l'est plus », avance sa présidente. Moyenne d'âge des adhérents ? 39 ans. Equinoxe résonne aussi chez les « shifters », ces disciples de Jean-Marc Jancovici, le très médiatique polytechnicien apôtre de la décroissance et pronucléaire, fondateur du cercle de réflexion The Shift Project. « Autant certains chez Equinoxe sont vraiment de grandes fans, autant moi, un peu moins », assure Alexia de Montgolfier. Pas réfractaire à l'atome, sa formation tranche avec d'autres partis écolos. S'il partage des combats avec Les Écologistes, Equinoxe ne fait pas de l'écologie son cheval de bataille : « On veut toucher à tous les sujets, dont la sécurité et l'immigration », dit Alexia de Montgolfier. Il y a beaucoup trop de fausses informations liant insécurité et immigration, il faut inverser l'imaginaire, tout en sachant répondre au sentiment d'insécurité de certains Français. » Remettre en place une police de proximité est, selon elle, une partie de la réponse.

Avec les municipales, les 15 et 22 mars, le jeune parti aux

29 800 abonnés sur Instagram aborde sa quatrième campagne, après les législatives de 2022 (trois candidats), les européennes de 2024 (73 000 voix, 0,29 %) et les législatives convoquées dans

la foulée (41 candidats, entre 0,5 et 2,5 % des voix). « On a privilégié les petites communes de moins de 35 000 habitants », sans chercher à imposer l'étiquette Equinoxe aux candidats (une centaine). L'idée ?

Faire émerger un maximum de listes ouvertes, tout en fixant des lignes rouges en cas d'alliances (racisme, sexisme, déni climatique...). Les critiques ou les sceptiques, y compris au sein de ses

cercles amicaux ou familiaux, lui disent que « c'est un combat perdu », concède Alexia de Montgolfier. Mais, pour elle, « c'est bien de rêver en politique aussi ». ■

ELISABETH PINEAU

SKEMA BUSINESS SCHOOL

PROGRAMMES
MASTER OF SCIENCE
MASTÈRE SPÉCIALISÉ®

Make it possible®

- Spécialisations : Droit, Finance, Management, Marketing, Intelligence Artificielle, Business, Technology & Strategy, Sport, Design, Entrepreneuriat & Innovation
- 9 campus dans le monde : Afrique du Sud, Brésil, Chine, Émirats Arabes Unis, États-Unis, France
- Un Centre d'Innovation en Intelligence Artificielle à Montréal au Canada
- 11 000 étudiants dont 45 % d'internationaux
- 100 % de taux d'emploi 6 mois après le diplôme
- Un réseau de 63 000 diplômés



skema
BUSINESS SCHOOL

AFRIQUE DU SUD | BRÉSIL | CANADA
CHINE | ÉMIRATS ARABES UNIS
ÉTATS-UNIS | FRANCE

WWW.SKEMA.EDU

« C'EST QUOI,
LE MONDE
QU'ON VEUT
CONSTRUIRE ?
COMMENT
ON LE DESSEINE ?
JE REFUSE
LA RÉSIGNATION »